



# XIV CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DES RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE

du 27 au 30 octobre 2008

*Guyane 08*

## INTERVENTION DE

**M. Antoine KARAM**  
**Président du Conseil régional de la Guyane**  
**Président de la XIVème conférence des Présidents des régions  
ultrapériphériques européennes**

-----  
**Discours d'ouverture**  
**Travaux des Présidents des RUP**

28 octobre 2008  
14h 30





# XIV CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DES RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE du 27 au 30 octobre 2008 *Guyane 08*

Messieurs les présidents,  
Mesdames, Messieurs les élus,  
Mesdames, Messieurs les collaborateurs,

Certains d'entre vous ont déjà eu l'occasion depuis leur arrivée de découvrir des aspects de la vie guyanaise, des réalisations économiques et sociales permettant une plus grande cohésion et des édifices culturels d'époque du bagne qui constitue une histoire mais qui n'est pas notre histoire.

Le centre spatial qui permet à l'Europe, grâce à la Guyane, de jouer dans la cour des grandes nations a été visité.

D'autres ont pu survoler l'immensité de notre forêt gangrené par l'orpaillage clandestin.

Et les derniers ont pu échanger avec la principale richesse de notre Guyane : **sa jeunesse**.

Chers collègues présidents, élus qui vous accompagnent et collaborateurs, c'est avec grand plaisir que je vous accueille dans notre pays.

Votre présence sur le continent sud-américain où est localisé la Guyane donne tout son sens à l'ultrapériphérie pour laquelle nous militons depuis longtemps.

Le premier message politique que je voudrais délivrer est le suivant : la construction européenne doit respecter notre identité.

Le respect de cette identité est bien entendu subordonné à une participation de tous les instants, des gouvernants politiques régionaux que nous sommes, à toutes les décisions de l'Europe qui auront d'une façon ou d'une autre une incidence sur nos pays.

\*\*\*\*

Nous nous réunirons dans l'enceinte de notre cité administrative régionale, tout au long de cette conférence, qui ponctue une année de présidence guyanaise de la conférence des présidents des RUP.

J'ai donc l'insigne honneur, en ma qualité de président de la conférence, d'ouvrir solennellement les travaux de la XIVème conférence des présidents des régions ultrapériphériques.





# XIV CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DES RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE du 27 au 30 octobre 2008

*Guyane 08*

Sur le plan strictement communautaire, cette conférence s'inscrit dans un contexte marqué par le revers subi par le traité de Lisbonne, ancêtre du traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Je ne peux m'empêcher de vous faire part d'une conviction profonde qui est la suivante : cette construction européenne ne pourra se poursuivre sereinement qu'à la condition de respecter les peuples des Etats et les peuples des régions.

En outre, comment passer sous silence la crise financière qui bouscule la santé économique des Etats et des régions par la même occasion.

Ce fait économique majeur corrobore une prise de position que nous, présidents des RUP avons ardemment défendue. C'est celle d'une implication de la puissance publique étatique et régionale dans le processus de développement économique territorial.

Or l'idéologie néolibérale a toujours incité à un retrait de la puissance publique au nom du libre jeu des forces du marché.

C'est ainsi que le régime des aides a été de plus en plus restrictif faisant obstacle à l'intervention du politique dans le développement de la libre entreprise.

C'est aussi cette idéologie qui explique que nous devons renoncer à aider des secteurs économiques clés. Je pense à la pêche pour la Guyane par exemple.

Sur le plan international, la libéralisation du commerce mondial ne s'est pas arrêtée malgré l'échec du cycle de Doha.

Mais cet accord est décrié par les partenaires dits privilégiés de l'Union Européenne, c'est-à-dire les pays ACP.

C'est une nouvelle fois le diktat d'une certaine vision de l'économie qui est dénoncée. Une vision de l'économie qui réclame la capitulation des Etats, l'éradication de toute mesure protectrice des économies, la fin des aides publiques.

Disséminées à travers ce monde qui se globalise nous devons rester attentifs à toute évolution susceptible d'affecter nos économies régionales.

Le libéralisme a montré ses limites, la doctrine du laisser faire aussi.





# XIV CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DES RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE du 27 au 30 octobre 2008 *Guyane 08*

L'intervention de la puissance sur le plan financier ne peut se concevoir un minimum de contrôle et doit répondre à des objectifs pour satisfaire les intérêts du plus grand nombre et non ceux d'une petite minorité qui a déjà tout.

\*\*\*\*\*

Sur le plan strictement communautaire, bien entendu, il s'agit d'évoquer la communication du 12 septembre 2007 ainsi que la conférence partenariale des 14 et 15 mai derniers.

Nous nous réjouissons de l'esprit partenarial existant entre la Commission, singulièrement la DG REGIO et notre conférence des présidents.

Pour autant, nous resterons évidemment vigilants quant au contenu de la nouvelle communication en raison de l'enjeu fondamental qu'il comporte. Autrement dit, la stratégie de développement des RUP déclinée en termes de bilan mais surtout en termes de perspectives.

Nous veillerons à ce que la ligne politique que nous avons tracé depuis notre XIIème conférence soit respectée.

Nous nous étions en effet accordés pour que les thématiques choisies, qui de mon point de vue ne doivent pas se limiter à la politique maritime, à l'immigration, à l'agriculture, au changement climatique, à la démographie et flux migratoires, soient analysées en tenant compte des impératifs liées à :

- la réduction du déficit d'accessibilité ;
- l'amélioration de la compétitivité ;
- le renforcement de l'intégration régionale.

En termes de bilan, je me réjouis du travail que nous avons accompli ensemble tout au long de cette année.

Ce bilan, nous l'avons obtenu en veillant à ne pas laisser se distendre nos liens, même si chaque région au-delà de ce qui nous lie possède ses propres réalités.

Cette année de présidence a été particulièrement riche si on se réfère aux nombres de contributions communes que nous avons produites :





# XIV CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DES RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE du 27 au 30 octobre 2008

*Guyane 08*

- Notre contribution sur l'avenir de la politique de cohésion à l'occasion de laquelle nous soulignons l'importance du maintien de l'effort de l'Union en notre faveur en matière de politique de cohésion.
- Notre contribution sur la réforme du budget de l'Union au terme de laquelle nous réclamons **la consolidation de l'allocation spécifique visant la réduction ou la compensation des effets des handicaps** de nos régions, conformément à l'article 11 du règlement (CE n. 1080/2006) du 5 juillet 2006, relatif au Fonds européen de développement régional
- Enfin, notre contribution commune à l'issue de la consultation de la Commission dans le cadre de sa communication du 12 septembre 2007. Nous y avons introduit des affirmations politiques fortes telles qu'une meilleure prise en compte du potentiel des RUP dans la mise en œuvre d'un développement économique endogène, l'adaptation de la réglementation européenne à nos réalités.

Je crois nécessaire d'insister sur le fait que notre vision du développement ne doit pas être contrariée par une interprétation *a minima* de l'article 299 paragraphe 2 obtenu de hautes luttes.

Nous devons continuer, sur la base de cet article, à conduire la Commission à reconnaître dans toutes les politiques communautaires nos contraintes structurelles permanentes.

La réglementation européenne ainsi que les politiques et mesures ne doivent pas être mises en œuvre de manière doctrinaire, et avoir pour effet d'affaiblir ou de limiter le développement de nos appareils de production.

L'ordre du jour tel qu'il est défini appelle pour la journée :

- une intervention liminaire de chaque président de région ou de son représentant ;
- les discussions sur la déclaration finale et son adoption ;
- le bilan du comité de suivi

Au terme, de la journée, nous aurons le plaisir de signer notre déclaration finale qui exprimera nos positions politiques dans un contexte européen de vigilance et de mobilisation renforcées.

Je vous remercie.

